



Des agences américaines allèguent que la Chine a piraté la recherche sur un vaccin

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2020

[wsws.org](#) 13 mai 2020

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),

[Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

L'administration Trump se prépare à ouvrir un autre front dans sa guerre de propagande contre la Chine à propos de la pandémie de COVID-19. Le *New York Times* a signalé lundi que le FBI et le département de la Sécurité intérieure devraient publier une alerte cette semaine accusant la Chine d'avoir tenté de voler des informations relatives aux vaccins et traitements contre le coronavirus auprès d'entreprises et d'institutions américaines.

Lors d'une conférence de presse ultérieure, Trump a pratiquement confirmé les informations, déclarant: «Quoi de neuf avec la Chine? Je ne suis pas satisfait de la Chine, j'aurais pu l'arrêter à la source, j'aurais dû. Maintenant vous me dites qu'ils piratent. Quoi de nouveau?» Il a ensuite précisé que «nous surveillons de très près».

Aucun des reportages des médias ne contient de preuve étayant les allégations, mais ils considèrent néanmoins les affirmations sans réserve comme des faits. En outre, il est peu probable que l'alerte officielle, si elle est diffusée, contienne plus que des allégations éhontées et sans fondement.

Selon le *New York Times*, un projet d'avertissement public à venir déclarait que la Chine recherchait «par des moyens illicites de précieuses données sur la propriété intellectuelle et la santé publique liés aux vaccins, aux traitements et aux tests». Il ne se concentre pas sur les agences de renseignement chinoises, mais sur des «acteurs non traditionnels», c'est-à-dire des chercheurs et des étudiants qui, selon l'administration Trump, sont activés pour pirater des laboratoires universitaires et privés américains.

La semaine dernière, les responsables de la cybersécurité britanniques et américains ont émis une alerte conjointe indiquant que les sociétés pharmaceutiques, les universités et d'autres organisations impliquées dans la recherche médicale étaient ciblées par des pirates informatiques d'États-nations en relation avec la pandémie. Il n'a nommé aucun pays en particulier.

Le *New York Times* a confirmé que les accusations contre la Chine, selon d'anciens et actuels responsables américains, «faisaient partie d'une stratégie dissuasive plus large qui implique également le Cyber Command des États-Unis et la National Security Agency».

Les cyberagences américaines sont non seulement impliquées dans la surveillance et la lutte contre le piratage, mais elles sont également engagées dans une cyberguerre agressive. «D'après les pouvoirs juridiques que le président Trump a accordés il y a près de

deux ans, ils ont le pouvoir de pénétrer profondément dans les réseaux chinois et autres pour monter des contre-attaques proportionnelles», a déclaré le *New York Times*.

L'article citait Christopher Krebs, directeur de l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures, qui affirmait que la Chine avait une longue histoire de «mauvais comportements dans le cyberspace, donc cela ne devrait surprendre personne qu'elle s'en prend aux organisations critiques impliquées dans la réponse du pays face à la pandémie de Covid-19.» Il a ensuite précisé que son agence «défendrait nos intérêts de manière agressive».

En réponse aux informations des médias américains, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a déclaré que Pékin s'opposait à toutes les formes de cyberattaque. «La Chine est leader dans la recherche du vaccin et du traitement Covid-19. Il est immoral pour quiconque de multiplier les rumeurs sans présenter de preuves», a-t-il déclaré.

Les dernières accusations contre la Chine font partie des efforts agressifs de l'administration Trump pour blâmer Pékin pour la pandémie mondiale de coronavirus. C'est à la fois pour détourner l'attention de sa propre réponse criminellement négligente à l'épidémie, et dans le cadre des efforts américains en cours pour saper la Chine diplomatiquement et économiquement, et pour se préparer à la guerre.

Les médias et l'establishment politique américains ont accusé à plusieurs reprises la Chine de couvrir les dangers posés par l'épidémie de COVID-19 malgré le fait que les autorités chinoises ont fourni des mises à jour en temps opportun à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et aux Centers for Disease Control des États-Unis alors qu'ils tentaient de comprendre et contrôler la nouvelle maladie.

La responsabilité de ne pas avoir pris de mesures pendant des semaines pour contrôler l'épidémie aux États-Unis qui a fait des dizaines de milliers de morts incombe entièrement à l'administration Trump. Maintenant, malgré les avertissements des scientifiques de la santé, Trump fait pression pour un retour au travail dans des conditions dangereuses qui mettront en péril de nombreuses vies afin de consolider les bénéfices des entreprises.

Les responsables de l'administration Trump ont également répété ce gros mensonge provenant des cercles d'extrême droite et fascistes américains que le COVID-19 provenait d'un laboratoire de virologie chinois à Wuhan et s'était échappé ou avait été libéré volontairement. Trump a même comparé la pandémie à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor en 1941 qui a conduit à la déclaration de guerre dans le Pacifique.

De concert avec le gouvernement australien, l'administration Trump fait pression pour une enquête internationale sur les origines du virus du COVID-19, qui n'est rien de plus qu'une couverture usée pour la fabrication de «preuves» afin d'accuser davantage la Chine. L'appel à l'enquête rappelle les demandes que l'Irak ouvre ses portes aux inspecteurs des armes avant l'invasion illégale dirigée par les États-Unis en 2003. Les inspecteurs n'ont rien trouvé mais cela n'a pas empêché Washington de répéter ses mensonges sur les armes de destruction massive inexistantes.

L'administration Trump préparerait des mesures de représailles contre la Chine pour ses manquements présumés pendant la pandémie de coronavirus. Mercredi, le sénateur républicain de droite Lindsey Graham a présenté au Congrès américain une législation qui

permettrait au président d'imposer une série de sanctions punitives contre la Chine, notamment le gel des avoirs, des interdictions de voyager, des restrictions sur les prêts aux entreprises chinoises et l'interdiction des sociétés chinoises de s'inscrire aux États-Unis.

En présentant son «COVID-19 Accountability Act», Graham a absurdement déclaré que le coronavirus ne serait pas entré aux États-Unis sans la «tromperie» de la Chine. Sa législation obligerait le président à certifier que Pékin collabore bel et bien à une enquête internationale et, sinon, à prendre des mesures de rétorsion.

Les dernières allégations de piratage chinois de la recherche sur les vaccins ne font pas seulement partie de la guerre de propagande de l'administration Trump, mais seront utilisées pour justifier les mesures de cyberguerre américaines contre la Chine. Il est clair que les États-Unis, ainsi que de nombreux autres pays, sont déjà engagés dans leur propre cyberespionnage.

Justin Fier, ancien analyste du renseignement de sécurité nationale, a déclaré au *New York Times*: «Il s'agit d'une pandémie mondiale, mais malheureusement, les pays ne la traitent pas comme un problème mondial. Tout le monde mène une collecte de renseignements à grande échelle – sur la recherche pharmaceutique, les commandes d'ÉPI [équipements de protection individuelle], la réponse – pour voir qui fait des progrès.» Fier a noté que la fréquence des cyberattaques et le spectre des cibles sont «astronomiques, hors du commun».

Les États-Unis accusent non seulement la Chine de cyberespionnage, mais cherchent à bloquer la coopération en matière de recherche. En janvier, le ministère américain de la Justice a annoncé des accusations contre Charles Lieber, président du département de chimie et de biologie chimique de Harvard, pour sa participation à un programme chinois de recrutement de scientifiques.

Les dernières allégations de piratage jetteront sans aucun doute un voile sur le programme d'étude conjoint de Harvard avec un institut chinois sur les traitements et vaccins contre les coronavirus, et des programmes similaires, dans des conditions où une coopération mondiale est d'une importance vitale pour établir un moyen de contenir la pandémie et de sauver des vies.

Peter Symonds

Article paru en anglais, WSWs, le 13 mai 2020

Image en vedette : flickr

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Peter Symonds](https://www.wsws.org), [wsws.org](https://www.wsws.org), 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca